

À quoi sert l'IRASEC ? *

Outre-Terre : L'IRASEC a aujourd'hui quatre années d'existence. Quels sont vos principaux programmes de recherche ?

Stéphane Dovert : Depuis mon arrivée à Bangkok, en septembre 1998, nous avons initiés 18 programmes de recherche et deux projets de monographies nationales impliquant 79 chercheurs de 12 nationalités. Certains impliquent un seul chercheur, d'autres plus d'une dizaine. Nous choisissons des thèmes qui nous paraissent importants pour le présent et l'avenir de l'Asie du Sud-Est ou au moins pour certains des pays qui la composent. Les relations interconfessionnelles, les minorités ethniques et religieuses, les relations centres-périphéries, les mouvements sociaux, les relations internationales, les flux économiques et commerciaux, la piraterie maritime, les mutations des armées, les drogues ou les grandes évolutions démographiques sont quelques-uns des thèmes que nous avons essayé d'explorer.

Sur le plan géographique nous nous sommes surtout intéressés à l'Indonésie, à la Thaïlande, aux Philippines et au Vietnam, soit les quatre plus grands pays de la région. Mais nous avons aussi des programmes qui portent sur le Cambodge, le Laos et Timor. Nous abordons également la Malaisie et le Birmanie, bien qu'un peu plus marginalement. En fait, nous nous efforçons de privilégier les comparatismes, lorsque ceux-ci sont pertinents, bien sûr.

O.-T. : Quelle est la spécificité de votre approche scientifique ?

S.D. : L'IRASEC est un institut « hors les murs » à savoir qu'il mobilise, en fonction de ses programmes, des chercheurs de tous horizons disciplinaires et géographiques. Nous privilégions les approches problématiques. En d'autres termes, nous demandons aux chercheurs de ne pas s'arrêter à leur seule spécialité universitaire lorsqu'ils appréhendent le sujet, mais de se laisser guider par lui. Cela implique de véritables associations de compétences - non dans l'optique d'une superposition d'approches, mais plutôt d'une démarche commune synthétique et plus englobante.

On parle beaucoup de pluridisciplinarité. C'est un mot à la mode, presque une incantation. Je crois pour ma part que l'on s'est un peu fourvoyé avec ce concept. On le pense très ambitieux, mais il n'est pas forcément adapté. Permettez-moi une analogie. Après le traumatisme de la deuxième guerre mondiale, on a assisté à une sorte d'engouement pour « l'international ». Mais en parlant d'« inter-national », on s'en remettait toujours à l'« État-nation », conçue comme unité décisive. On ne s'affranchissait donc pas véritablement des logiques de concurrence qui avaient provoqué le conflit. On reconnaissait exclusivement des acteurs qui avaient certes changé de motivations, mais pas véritablement de nature.

Aujourd'hui, on parle davantage de « transnational » ou de « mondial ». Les concepts sont plus englobants et généralement plus opératoires car ils ne rendent pas seulement compte de la vérité des relations entre États-nations, mais aussi de celles qui unissent l'ensemble de la société humaine, ce qui est tout de même plus intéressant et moins restrictif intellectuellement.

Il me semble que les sciences humaines doivent suivre un chemin un peu analogue. Le « pluri-disciplinaire » d'aujourd'hui est un peu comme l'« inter-national » d'hier ; en s'en réclamant, on s'arrête un peu au milieu du gué. Les différentes disciplines scientifiques, simplement juxtaposées selon le modèle dit « pluridisciplinaires », dialoguent finalement assez mal les unes avec les autres, en tout cas dans le champ des études asiatiques. Elles sont

même parfois davantage subordonnées à leur méthode qu'à leur objet. J'ai en mémoire une discussion récente avec un jeune chercheur qui m'expliquait qu'il aurait d'un sujet une approche spatiale parce qu'il était géographe. Le cas me paraît assez typique. Je pense en fait que c'est le sujet traité qui doit déterminer la nature de l'approche et non l'inverse. À l'IRASEC, nous nous efforçons en fait de suivre ce principe.

O.-T. : Vous pensez ainsi que l'on peut appréhender l'Asie du Sud-Est en faisant l'économie d'une spécialisation disciplinaire ?

S.D. : J'ai lu avec intérêt le rapport que l'anthropologue Maurice Godelier a remis il y a deux ans au Premier ministre pour dresser un état général des sciences de l'homme et de la société en France. Il constatait que « plus les disciplines se sont spécialisées, moins les approches globales sont devenues possibles ». Il suggérait ainsi une certaine inéluctabilité du processus d'hyperspécialisation, notant qu'en se compartimentant chaque jour davantage « ces sciences sont devenues plus 'scientifiques' ».

Le raisonnement est en fait assez largement partagé. Dans *La Civilisation de l'Europe des lumières*, Pierre Chaunu s'est livré à une analyse des raisons pour lesquelles, malgré son ambition, Kant avait échoué dans sa tentative de mettre en place un système global de compréhension. Contrairement à Descartes ou Spinoza, produits du siècle précédent, le philosophe allemand aurait eu à faire face à l'impossibilité, alors que la somme des écrits disponibles avait été multipliée par vingt dans l'intervalle, de réunir et de raisonner la totalité des connaissances utilisables.

Chaunu induit tout simplement que la pensée nouvelle sur un objet ne peut s'inscrire qu'une fois assimilé tout ce qui s'est su et pensé sur cet objet. Pour peu qu'on le suive sans réserve, il faudrait donc considérer que l'augmentation perpétuelle du nombre d'hommes et de leurs savoirs entraînerait automatiquement un fractionnement croissant de la pensée, réduite à la capacité d'appréhension de corpus qui, dans le cadre de spectres de plus en plus resserrés, ne cesseraient jamais d'augmenter.

Ce constat, auquel la spécialisation croissante de nos sciences humaines donne du poids, me paraît en fait assez inquiétant. Il m'évoque en fait les réflexions de Leibniz qui, au début du XVIII^e siècle, voyait le monde découpé en « monades » hermétiquement isolées les unes des autres. Il concluait le paragraphe 60 de *La Monadologie* en notant que « ce n'est pas dans l'objet mais dans la modification de la connaissance de l'objet que les monades sont bornées ». À mon sens, on en est toujours là. La situation s'est même aggravée dans la mesure où les regards incommunicables portés sur les mêmes objets se sont multipliés au rythme des spécialisations techniques. Mais on ne doit pas oublier que si la communauté scientifique est un creuset de pensées, elle n'est pas en elle-même pensante. Il ne faut donc pas dénier aux individus, individuellement ou par petits groupes, la capacité à appréhender les objets à une certaine échelle et, surtout, dans leur globalité.

Pour contourner la dérive qui conduit progressivement les scientifiques à renoncer à la possibilité même de penser à une certaine échelle afin de se consacrer à des fractions sans cesse plus infimes, je préfère mettre l'accent, non comme le fait Pierre Chaunu, sur la somme des connaissances à acquérir, mais sur leur choix. Ce sont en effet les termes de la sélection des savoirs qui donnent ou non aux travaux force de démonstration et matière à réflexion. Et il en va des méthodes comme des faits et des idées : leur sélection est indispensable, mais elle ne doit être dictée par aucune exclusion dont le résultat de l'étude pourrait avoir à pâtir. Chaque sujet nécessite une posologie scientifique particulière qu'il convient d'établir à sa seule lumière. À l'IRASEC, on s'efforce ainsi d'identifier des grilles de lectures, non pas en fonction de l'entité professionnelle à laquelle on est supposé appartenir, mais sur la base des problématiques par lesquelles elles s'imposent aux sociétés humaines. C'est l'objet qui

impose une démarche que l'on pourrait en l'espèce qualifier de « flexible ». En proposant de recentrer la science sur l'objet, on s'inscrit tout simplement dans la filiation de ce que des philosophes comme Edmund Husserl et Martin Heidegger ont qualifié de phénoménologie : le discours est réductible à son idée, elle-même soumise à son objet.

O.-T. : Est-ce que cela ne revient pas à inscrire vos chercheurs à contre-courant du reste des études sud-est asiatiques ?

S.D. : A dire vrai, je ne crois pas. Fernand Braudel notait dans ses *Ecrits sur l'histoire* qu'« aucun problème, jamais, ne se laisse enfermer dans un seul cadre ». Nous sommes en fait assez proche de l'esprit de l'école des Annales et, en tout cas chez les historiens, ce type d'approche globale est souvent privilégié. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ne sont pas convaincus qu'il faille spatialiser une approche si l'on est géographe et ne pas le faire si on ne l'est pas ; replacer un fait dans le temps par le seul fait qu'on est historien et s'en abstenir dans le cas contraire ; mettre en exergue ou ignorer l'action de tel ou tel acteur parce qu'elle serait de nature « économique », « sociale » ou « politique » et qu'on serait ou non institutionnellement compétent pour l'appréhender.

Pour autant, on ne demande pas aux chercheurs de l'IRASEC de discuter les normes scientifiques en vigueur en matière d'analogies, d'oppositions, d'associations ou de fractionnements. Je pense seulement qu'il appartient à chacun de justifier sa démarche et de secouer un tant soi peu les certitudes comme les automatismes de nos classifications. Il appartient à chaque scientifique de modifier ses habitudes de distribution chaque fois, et c'est le plus souvent le cas, que des événements particuliers imposent de nouveaux ordonnancements de la pensée.

A l'IRASEC, on n'exclut aucune méthode au motif qu'elle échapperait a priori à notre cadre si tant est qu'elle puisse donner corps à l'objet. À l'ordre des disciplines, on préfère ainsi un appareil normatif polymorphe né de la résolution d'un questionnement. On a bien sûr recours aux différentes traditions scientifiques. La démarche est d'ailleurs moins complexe qu'on ne pourrait le penser dans la mesure où si les méthodes sont souvent exclusivement rattachées à une discipline particulière, c'est finalement moins par leur nature que par les conditions historiques de leur émergence. La science est avant tout un fait social, mené par des hommes avec des logiques de territoires très humaines.

O.-T. : Qui sont les chercheurs de l'IRASEC ?

S.D. : Nous travaillons souvent avec des jeunes chercheurs proches de leur terrain et qui ne répugnent pas à l'idée d'un véritable travail d'équipe. Il me paraît en effet important d'associer les compétences. Pour créer les conditions de l'approche phénoménologique qui est la nôtre, le mieux est aujourd'hui de réunir des chercheurs issus de formations diverses. On s'efforce de créer des conditions dans lesquelles chacun pourra s'enrichir du regard de l'autre et réduire les distances qui les séparent. Lorsqu'on a, par exemple, voulu examiner le boom des méthamphétamines en Asie du Sud-Est, on n'a pas souhaité s'attacher à un seul aspect de la question ; on désirait connaître à la fois les rouages de la production, les enjeux internationaux qu'elle fait naître, les tenants et les aboutissants du trafic, mais aussi savoir pourquoi la jeunesse de certains pays était si attirée par cette nouvelle drogue. Il fallait donc aussi décomposer le phénomène social. La démarche a été très ouverte.

D'une manière générale, on doit prendre en compte le fait que l'Asie du Sud-Est est très hétérogène sur le plan culturel, social, économique et politique. Nos équipes sont donc également formées sur la base de logiques de complémentarité géographique. Sans parler de la rupture profonde entre les études péninsulaires et archipélagiques, les spécialistes du

Cambodge, du Vietnam et de la Thaïlande ont peu l'habitude de travailler ensemble ; ils sont souvent heureux que l'occasion leur en soit donnée.

De la même façon, les chercheurs occidentaux n'ont pas la même approche que leurs confrères asiatiques. Les débats entre les auteurs britannique, vietnamien, singapourien et français de notre programme sur les populations des hautes terres du Cambodge et du Vietnam, ont été très fructueux, chacun ayant du problème une vision héritée de sa culture, autant que de sa formation.

O.-T. : Comment travaillez-vous avec vos chercheurs ?

S.D. : Nous suivons étroitement les programmes tout au long de leur progression, sachant que chacun d'entre eux dure généralement deux ans. Je voyage beaucoup et nous avons la chance d'être situés à un carrefour sud-est asiatique. Les uns et les autres passent plus ou moins régulièrement à Bangkok et il nous arrive également de nous retrouver à Paris.

De la qualité des échanges dépend beaucoup la réussite d'un programme. Et si les rencontres ne sont pas toujours aussi fréquentes qu'on le souhaiterait, les moyens de communication électronique réduisent fort heureusement les distances. Ils permettent notamment aux différents chercheurs de rester en contact étroits, pour alimenter, depuis des aires géographiques différentes, des réflexions communes.

L'IRASEC intervient également beaucoup dans la phase de mise en forme du résultat de ces recherches. C'est là un point important car il est essentiel dans notre esprit que tous nos programmes débouchent sur des publications et que celles-ci soient lues. Nous avons longtemps pris le parti d'assumer l'ensemble du processus éditorial. Ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui. En France, nous travaillons désormais avec Les Indes Savantes et nous mettons l'accent ensemble sur l'intelligibilité, usant volontiers de la cartographie et des graphiques et insistant sur la lisibilité du texte. Nous formulons des exigences similaires pour nos éditions en langues étrangères, notamment avec les Singapour University Press, Silkworm Books et Sampark Press qui devraient progressivement publier, en anglais, la plupart de nos travaux.

* Article paru dans « Asies, tiers du monde », *Outre-Terre*, IRASEC-Éditions Érès, n° 6, janvier 2004.